

Enquête de suivi de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition

Guinée Bissau



Novembre 2016

Données Collectées en Septembre 2016



UE-AINDA

Accões Integreadas em Nutrição e Desenvolvimento Agrícola



**Programme
Alimentaire
Mondial**

wfp.org/fr

Enquête de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Guinée Bissau.

Données collectées en septembre 2016

Supervision Technique

PAM Guinée Bissau

PAM VAM Bureau Régional Dakar

Photo de la page de garde :

Carimo BALDE/PAM - Guinée Bissau

Equipe de coordination SiSSAN

Momadou SOW (Coordonnateur SiSSAN)

Bailo Queta (Représentant du Ministère de l'Agriculture dans le SiSSAN)

Malam Homi Indjai (Représentant de la société civile dans le SiSSAN)

Pour en savoir plus, veuillez contacter :

- Kiyomi Kawaguchi : Représentante du PAM : kiyomi.kawaguchi@wfp.org
- Patrizia Papinutti : Directrice Adjointe/Chef de programme: patrizia.papinutti@wfp.org
- Elber Nosolini : National Programme Officier : elber.nosolini@wfp.org

REMERCIEMENTS

Cette étude a été réalisée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) de Guinée Bissau, l'Institut National de Statistique (INE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Nous remercions vivement l'Union Européenne qui a assuré le financement de ce travail.

Nous remercions aussi toutes les populations qui ont accueilli nos équipes d'enquêteurs et qui ont accepté de répondre à leurs questions.

En fin, nous remercions l'équipe VAM du Bureau Régional pour sa contribution précieuse dans la révision de ce rapport et sa contribution de façon générale dans la mise en œuvre du FSNMS en Guinée Bissau.

Mme Kiyomi Kawaguchi
Représentante et Directrice
PAM - Guinée Bissau
Novembre 2016

TABLE DE MATIERE

1. Points saillants	7
2. Contexte et justification	8
3. Objectifs	9
4. Méthodologie	9
4.1. Echantillonnage.....	9
4.2. Formation des enquêteurs	10
4.3. Outil de collecte des données.....	10
4.4. Mesures anthropométriques.....	10
4.5. Analyse des données	11
4.6. Limites de la méthodologie	11
5. Résultats	11
5.1. Informations générales et cadre de vie des ménages enquêtés	11
5.1. 1. Informations générales.....	11
5.1. 2. Habitation et assainissement.....	12
5.1. 3. Activités économiques et revenus des ménages	13
5.2. Situation des marchés et tendance des prix	14
5.3. Consommation alimentaire des ménages.....	15
5.4. Dépenses mensuelles des ménages.....	21
5.4.1. Dépenses totales.....	21
5.4.2. Part des dépenses alimentaires	21
5.5. Chocs et Stratégies d'adaptation des ménages	22
5.5.1. Chocs	22
5.5.2. Stratégies de survie basées sur la consommation	23
5.5.3. Stratégies de survie basées sur les moyens de subsistance	24
5.6. Situation de la sécurité alimentaire	26
5.6.1. Localisation de l'insécurité alimentaire.....	27
5.6.2. Profil des ménages en insécurité alimentaire.....	29
5.7. Situation nutritionnelle des enfants de 6-59 mois.....	32
5.7.1. Localisation de la malnutrition	33
5.7.2. Profil des enfants malnutris.....	34
6. Perspectives de la campagne agricole 2016-2017	35
7. Conclusions et recommandations.....	36

FIGURES

Figure 1. Niveau d'instruction des chefs de ménage.....	12
Figure 2. Sources de revenus des ménages.	14
Figure 3. Prix de denrées alimentaires au mois de septembre 2016.	15
Figure 5. Comparaison des scores de consommation limite-pauvre par région entre 2015 et 2016.	17
Figure 6. Prévalence des groupes de consommation alimentaire par secteur.	18
Figure 7. Consommation des groupes d'aliments dans les sept jours précédents l'enquête au niveau des ménages avec une consommation alimentaire pauvre.....	19
Figure 8. Consommation des groupes d'aliments dans les sept jours précédents l'enquête au niveau des ménages avec une consommation alimentaire limite.....	19
Figure 9. Consommation des groupes d'aliments dans les sept jours précédents l'enquête au niveau des ménages avec une consommation alimentaire acceptable.....	20
Figure 10. Proportion des dépenses alimentaires par région.	22
Figure 11. Principaux chocs subis par les ménages au cours des 12 derniers mois.	23
Figure 12. Proportion des ménages qui utilisent les stratégies basées sur la consommation par région.	24
Figure 13. Stratégies de survie basées sur les moyens d'existence des ménages.	25
Figure 14. Sécurité alimentaire en fonction du sexe du chef de ménage.....	30
Figure 15. Sécurité alimentaire en fonction de la principale source de revenus des ménages.	31
Figure 16. Sécurité alimentaire en fonction des chocs subis par les ménages.	32

TABLEAUX

Tableau 1. Calendrier agricole.....	9
Tableau 2 Classification de la sécurité alimentaire.....	26

CARTES

Carte 1. Situation de la sécurité alimentaire par région.	28
Carte 2. Situation de la sécurité alimentaire par secteur.	29
Carte 3. Situation nutritionnelle par région.	33
Carte 4. Situation nutritionnelle par secteur.....	34

Acronymes et abbreviations

CARI: Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security
CEDEAO: Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CILSS : Comité Inter-États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
FAO : Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture
INE : Institut National de la Statistique
IDH : Indice de Développement Humain
MAM: Malnutrition Aiguë Modérée
MAS: Malnutrition Aiguë Sévère
MICS: Multi Indicator Cluster Surveys
OMS: Organisation Mondiale pour la Santé
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PB: Périmètre Brachial
rCSI: reduced Coping Strategy Index
SCA : Score de Consommation Alimentaire
SIM : Système d’Information du Marché
SiSSAN : Sistema de Seguimento de Segurança Alimentar e Nutricional
VIH: Virus Immunodéficiência Humaine

1. Points saillants

- En septembre 2016 (période de soudure), 30,6% des ménages du pays étaient en insécurité alimentaire, ce qui représente environ 331 745 personnes. Ce taux est beaucoup plus élevé que celui de l'année dernière qui était de 10,5%. La différence dans les résultats pourrait en partie s'expliquer par le fait qu'en 2015 la collecte des données s'est faite en début de période de soudure (juin et juillet) alors qu'en 2016 elle s'est faite en plein milieu de période de soudure (septembre). En outre, le mois de septembre est cité par les ménages enquêtés (61,8%) comme étant de loin le mois où ils rencontrent les plus grandes difficultés alimentaires, ce qui n'a pas manqué d'influer sur les résultats. La situation de 2016 est plus comparable à celle de l'année 2013 pendant laquelle on avait 29% des ménages en insécurité alimentaire.
- Les taux d'insécurité alimentaire sont plus élevés dans les régions de Cacheu (40,8%), Gabu (35%) et Oio (32,2%).
- L'analyse du profil des ménages en insécurité alimentaire montre qu'il s'agit de ménages dirigés pour la plupart par des chefs de ménage avec un très faible niveau d'instruction, 52,8% des chefs de ménage n'ont fait aucune étude. Le sexe du chef de ménage n'influe pas sur la situation alimentaire du ménage. La principale source de revenus des ménages en insécurité alimentaire est l'agriculture (99,56%).
- En septembre 2016, 89,7% des enfants 6-59 mois (151 705 enfants) Bissau Guinéens étaient dans un état nutritionnel normal, 6,1% (soit 10 317 enfants) étaient atteints de malnutrition aiguë modérée (MAM) et 4,2% (soit 7 103 enfants) atteints de malnutrition aiguë sévère.
- La région d'Oio se particularise des autres régions avec un taux très élevé (critique) de malnutrition aiguë globale 21,5%, qui dépasse de loin le seuil d'urgence (15%). Cependant, on note l'absence de cas de malnutrition sur les enfants mesurés dans les secteurs d'Empada et de Tité dans la région de Quinara et les secteurs de Bedanda, Komo et Québo dans la région de Tombali.
- D'une manière générale, la situation de la campagne agricole 2016-2017 est normale et l'amélioration actuelle des conditions agro-météorologiques nous permet d'espérer une assez bonne campagne. Si ces conditions se maintiennent jusqu'à la fin de l'hivernage, les perspectives de production seront bonnes aussi bien pour les céréales que pour les autres cultures. Ces prévisions laissent entrevoir une situation alimentaire plus favorable pour les ménages et pourraient permettre une période de soudure moins difficile.

2. Contexte et justification

Malgré les grandes potentialités de la Guinée Bissau sur le plan hydro-agricole, le pays fait face à beaucoup de difficultés économiques comme en attestent plusieurs de ses indicateurs socio-économiques. Le taux d’alphabétisation est de 43,7%, le taux de chômage à 10,5%¹. En 2013, l’Institut National de la Statistique (INE) estimait à 69,3% le taux de pauvreté de la population avec un revenu par tête de 494 USD. En 2015, les résultats du FSNMS² indiquaient que 11% des ménages du pays faisaient face à l’insécurité alimentaire et ce taux variait largement entre les régions atteignant même 51%. D’après les résultats du MICS³ 2014, le taux de malnutrition chronique dépassait 25% partout dans le pays. La mortalité infantile est élevée 77,9 pour mille et la mortalité maternelle 560 pour 100000 naissances vivantes. La prévalence nationale moyenne du VIH est de 3,25% parmi la population âgée de 15 – 49 ans⁴.

Sur le plan régional, la Guinée Bissau occupait en 2015 la dernière place du classement des budgets bruts⁵ des pays de la CEDEAO avec un budget de 120 milliards de FCFA, et l’avant dernière place sur le classement des budgets pondérés sur la taille des populations. Sur le plan international, le pays est classé 188^{ème} sur 188 sur l’indice de développement humain (IDH) (classement mondial de 2015).

Ces faibles performances du pays sont sans doute en relation avec l’instabilité politique que connaît le pays depuis son indépendance en 1974. Il a connu plusieurs coups d’Etat dont le dernier remonte à avril 2012, mettant à l’arrêt plusieurs secteurs de l’économie et de l’administration. Cette situation politique et économique a inéluctablement des conséquences sur les conditions de vie et la situation alimentaire et nutritionnelle des populations.

C’est dans ce cadre que le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Gouvernement de Guinée Bissau et plusieurs partenaires ont mis en place le Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (SiSSAN) pour une mise à jour fréquente et régulière des données de sécurité alimentaire et de nutrition.

1 http://www.gw.undp.org/content/guinea_bissau/fr/home/countryinfo.html

2 Food Security and Nutrition Monitoring System

3 Multi Indicator Cluster Survey

4 República Da Guiné-Bissau, 2015. Rapport d’activité national Guinée-Bissau. 23p.

5 Budget non pondéré sur la taille de la population.

3. Objectifs

L'objectif de ce travail est de mettre en œuvre un système de surveillance de la sécurité alimentaire et de la nutrition en vue de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes vulnérables en Guinée-Bissau. De façon spécifique, il s'agit :

- d'actualiser et d'analyser les indicateurs de sécurité alimentaire et de nutrition,
- de cartographier les zones en insécurité alimentaire et nutritionnelle en vue d'orienter les programmes d'assistance du PAM, du Gouvernement et des partenaires,
- de produire des données et documents nécessaires pour mener les actions de plaidoyer.

4. Méthodologie

Du 05 au 24 septembre 2016, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et ses partenaires ont procédé à la collecte des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La période de collecte a coïncidé avec la période de soudure qui va de mi-juin au 30 septembre en Guinée Bissau (Tableau 1).

Tableau 1. Calendrier agricole.

	Période de l'année / mois											
	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jui	Juil	Aou	Sept	Oct	Nov	Déc
Saison sèche												
Période soudure												
Cajou												
Horticulture												
Riz mangrove												
Riz de bas-fonds												
Riz de plateau												
Patate douce et Manioc												
Haricot												
Maïs												
Mil												
Sorgho												
Arachide												

	Préparation de la terre/Nettoyage
	Période des travaux champêtres et plantation
	Récolte
	Plantation et récolte

Source : PAM, 2013. Calendrier légèrement modifié.

4.1. Echantillonnage

Pour cette enquête, l'INE (Institut National de Statistique de la Guinée Bissau) a adopté une méthodologie d'échantillonnage probabiliste stratifiée à deux degrés. Au premier degré, 208 districts de recensement (DR) ont été tirés constituant ainsi un échantillon représentatif de l'ensemble des DR du milieu rural. Les DR ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de chaque région. Au second degré, 15 ménages ont été également tirés de façon systématique dans

chaque DR. Cette méthodologie permet de générer un échantillon représentatif du milieu rural de chaque région. Les ménages au niveau des villages ont été sélectionnés à l'aide d'un pas de tirage spécifique à chaque DR. L'enquête s'est faite sur toutes les régions du pays à l'exception de Bolama dont les conditions liées à l'hivernage ne permettaient pas un déroulement approprié des enquêtes. Au total, 3173 ménages ont été interrogés, répartis en 7 régions (Bafata, Gabu, Oio, Quinara, Tombali, Biombo et Cacheu), 34 secteurs et 669 villages.

4.2. Formation des enquêteurs

Durant trois jours, les enquêteurs ont suivi une formation en vue de mieux comprendre la portée de l'étude, le contenu du questionnaire et la façon dont le questionnaire devait être administré. Huit (08) formateurs ont assuré la formation dont 3 formateurs venus de la coordination du SiSSAN, 1 formateur de l'Institut National de Statistique, 1 formateur du Ministère de l'Agriculture, 3 formateurs nutritionnistes de la Direction de l'Alimentation, de la Nutrition et de la Survie de l'Enfance.

Pour la précision et la fiabilité des mesures anthropométriques mais également la détection de présence ou d'absence d'œdème, l'équipe de collecte a été formée par les 3 formateurs nutritionnistes et puis des mesures tests ont été faites sur le terrain sur des enfants de 06-59 mois, sous le contrôle des dits spécialistes.

4.3. Outil de collecte des données

Un questionnaire ménage a été utilisé pour la collecte des données sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les questions ont porté essentiellement sur les moyens d'existence des ménages, la fréquence et la diversité alimentaire, les dépenses des ménages notamment celles alimentaires, les chocs subis, les stratégies de survie des ménages, etc. L'administration de ce questionnaire s'est faite via Smartphone augmentant très sensiblement la qualité des données recueillies en raison de plusieurs contraintes programmées pour éviter certaines erreurs ou réponses erronées.

En prélude de la collecte des données, une rencontre de validation du questionnaire et de la méthodologie de collecte a été tenue avec la cellule technique et la cellule de coordination du SiSSAN. Ce questionnaire a été aussi amélioré par le Bureau Régional de Dakar du PAM. En fin, le questionnaire a été pré-testé et réajusté au cours des sessions de formation des enquêteurs.

4.4. Mesures anthropométriques

Pour la caractérisation de l'état nutritionnel des enfants de 06-59 mois, nous avons procédé à la mesure du périmètre brachial (PB) et à la détection de présence ou d'absence d'œdème. La mesure du PB était prise avec un ruban inextensible gradué en millimètre et précis au millimètre près. Au total, 3801 enfants de 06-59 mois ont fait l'objet de mesure du PB. En plus de la mesure du PB, les œdèmes bilatéraux ont été détectés chez tous les enfants en exerçant une pression de trois

secondes sur le dos des deux pieds. Les œdèmes étaient présents si l’empreinte du pouce restait marquée (forme du godet) sur le dos des deux pieds⁶.

4.5. Analyse des données

La prévalence de l’insécurité alimentaire est calculée sur la base de l’approche CARI⁷ (Approche consolidée pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire) qui permet de classer chaque ménage enquêté dans une des quatre catégories de sécurité alimentaire (sécurité alimentaire, sécurité alimentaire limitée, insécurité alimentaire modérée, et insécurité alimentaire sévère). La classification se base sur le statut actuel de la sécurité alimentaire du ménage (indicateurs de consommation alimentaire) et sa capacité de survie (indicateurs de vulnérabilité économique et d’épuisement des avoirs).

Suivant les normes de classification de l’OMS⁸ 2006, les enfants avec un périmètre brachial inférieur à 115 mm ou présentant un œdème bilatéral prenant le godet souffrent de malnutrition aigüe sévère (MAS), un PB compris entre 115 et 125 mm indique une malnutrition aigüe modérée (MAM), un PB supérieur à 125 mm indique un état nutritionnel normal de l’enfant.

4.6. Limites de la méthodologie

- Tous les enfants 06-59 mois n’ont pas fait l’objet de mesure du périmètre brachial car il arrivait que le ménage visité compte des enfants de cette tranche d’âge mais qui soient absents au moment de notre passage.
- En raison des conditions d’accessibilité difficiles liées à l’hivernage, la région insulaire de Bolama Bijogos n’a pas été enquêtée.
- L’enquête est menée uniquement dans les zones rurales et par conséquent les statistiques obtenues ne peuvent être considérées comme nationales.

5. Résultats

5.1. Informations générales et cadre de vie des ménages enquêtés

5.1. 1. Informations générales

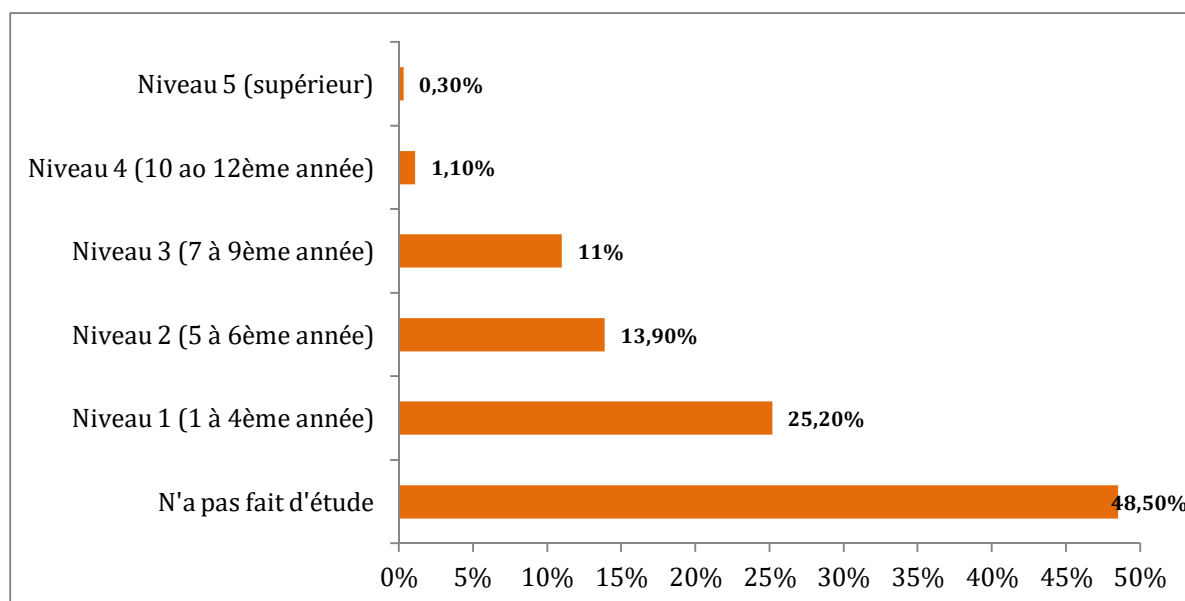
Les chefs de ménages rencontrés dans cette enquête sont en majorité composés d’hommes (86,4%) contre 13,6% de femmes. L’âge moyen des chefs de ménages est de 49 ans, ce qui indique que la plupart d’entre eux sont en âge d’activité. Près de la moitié des chefs de ménages interrogés (48,5%) n’ont aucun niveau d’étude. Ceux instruits se sont arrêtés pour la plupart au niveau primaire (Fig.1).

⁶ SMART. 2012. Deuxième enquête nationale sur l’état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et des femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) en République de Guinée-Bissau.

⁷ CARI: Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security.

⁸ Organisation Mondiale pour la Santé

Figure 1. Niveau d’instruction des chefs de ménage



Les niveaux d’instruction sont plus faibles chez les femmes avec un taux d’analphabétisme de 68,36%. Parmi celles qui ont fait des études, 54% se sont arrêtés au niveau primaire.

La taille moyenne des ménages est de 12 personnes avec une composition homme – femme presque équitable (6,10 hommes contre 6,12 femmes). La classe d’âge des 18-65 ans constitue la plus grande frange de la population (37,82%) suivie de la classe des 5-17 ans (31,67%).

5.1. 2. Habitation et assainissement

La plupart des chefs de ménages (89%) détiennent la propriété de leur maison et 7,7% étaient en propriété familiale. Les maisons sont souvent composées en moyenne de 6 pièces et faites de murs en briques de terre, 74% des toits sont en zinc et 25% en paille. La proportion des maisons avec un plancher fait de sable représente 77%.

L’accès à l’énergie conventionnelle pour les besoins d’éclairage est très faible (1,1%), 23,8% des ménages utilisent l’énergie solaire, 31,5% utilisent les lampes rechargeables, 15,7% les bougies, etc. Par rapport à l’énergie utilisée par les ménages dans la préparation des aliments, on note une grande dépendance vis-à-vis de la nature car 94,6% des ménages utilisent le bois collecté.

Globalement, la principale source d’eau de boisson des ménages est constituée par les puits traditionnels non protégés (41,5%), suivie des forages/pompes (27,4%), puits protégés (17,7%), robinets publics (10,1%), etc. Seuls 23,2% des ménages disposent d’un point d’eau dans leur demeure. En revanche, 58,8% des ménages mettent jusqu’à 30 mn (aller et retour) pour accéder à une source d’eau.

Le principal type de toilettes utilisé par les ménages est la latrine à fosse non ventilée (69,5%) et puis la défécation à l’air libre (20,1%). Les toilettes à chasse, qui peuvent être considérées comme les plus

appropriées, ne sont presque pas utilisées (0,2%). En outre, 44,1% des ménages interrogés partagent leurs toilettes avec d'autres ménages.

5.1. 3. Activités économiques et revenus des ménages

La plupart des ménages enquêtés (87,8%) disposent de terres cultivables. Ces ménages pratiquent presque tous (96,3%) l'agriculture vivrière, 33,9% font l'agriculture de rente et 17,2% l'horticulture. Le riz et l'arachide sont nettement les deux principales spéculations cultivées avec respectivement 75,2% et 54,1% de ménages impliqués. Le niébé pratiqué par 21,6% des ménages, le sorgho (20,3%), le maïs (19,9%), le mil (16,1%) et le manioc (10,8%) sont aussi bien cultivés en Guinée Bissau. L'usage de l'engrais est trop faible, 87,7% des ménages ont déclaré de n'avoir pas en acheté. En moyenne, les récoltes de riz par ménage sont de 962 kg et 2035 kg pour l'arachide. La comparaison des campagnes agricoles 2014-2015 et 2015-2016 montre un résultat mitigé car seuls 44,4% des personnes interrogées ont déclaré que les rendements de la dernière campagne étaient supérieurs que ceux de l'année précédente. Plus de 70% des quantités de céréales récoltées sont destinées à la consommation des ménages, un peu plus de 10% sont stockés et environ 5% redistribués à des proches.

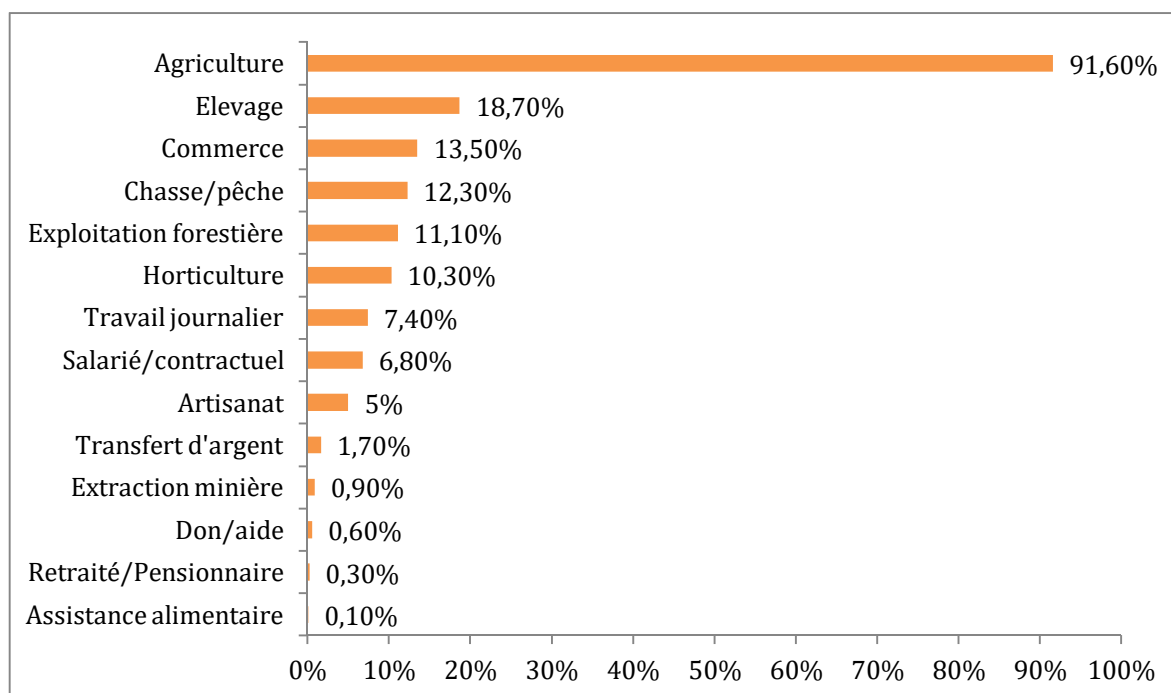
Parmi les ménages rencontrés, 80% sont dans la production de noix de cajou. La moitié des ménages dispose d'un champ⁹. La plupart des ménages (63%) considère que les rendements de la dernière campagne de noix de cajou sont supérieurs que ceux de l'année précédente. En revanche, 26,4% des ménages considèrent le contraire. Pour les producteurs qui ont connu des baisses de production, les deux principales raisons citées sont : le vent fort et les insectes/maladies des pieds d'anacardier.

Une bonne partie des ménages enquêtés (86%) pratiquent au moins un type d'élevage (élevage de bovin, ovin, caprin, porcin, volaille, etc.).

Par ailleurs, la moitié des ménages dispose de deux sources de revenus et avec un membre du ménage ayant un revenu fixe ou variable. La principale activité économique menée par les ménages est l'agriculture dont dépendent 96% des ménages (Fig. 2).

⁹ 1 est la valeur de la médiane

Figure 2. Sources de revenus des ménages.



L'agriculture est la principale source de revenus car contribuant en moyenne pour 64,39% des revenus des ménages, suivie du commerce (7,14%) et de l'élevage (6,55%). Les revenus des ménages sont pour l'essentiel saisonniers à cause de la dépendance à l'agriculture.

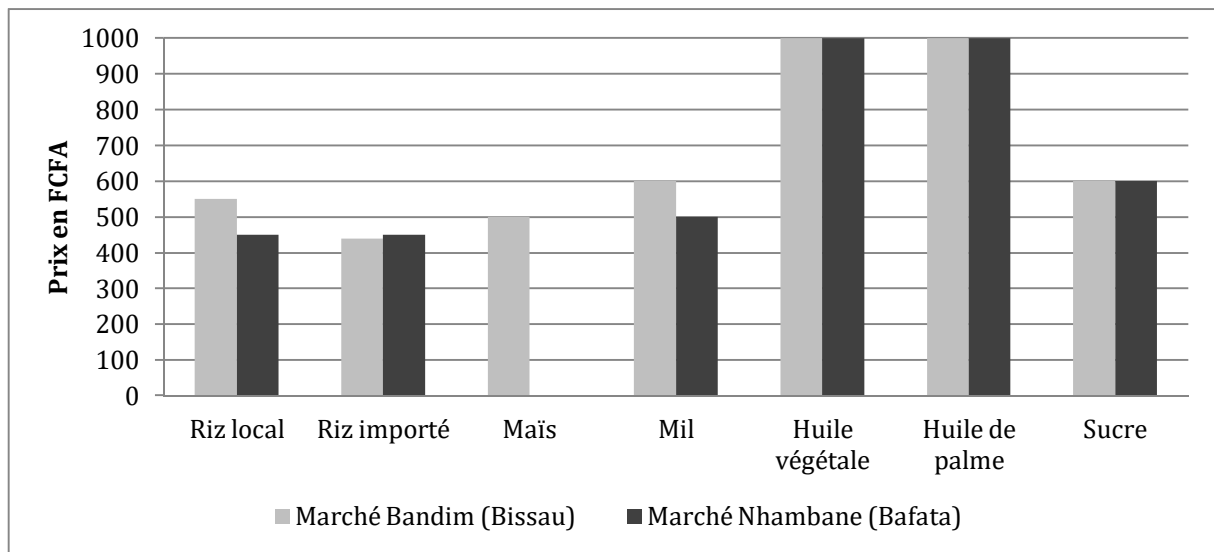
5.2. Situation des marchés et tendance des prix

Le pays n'a pas encore un système d'information de marché (SIM) efficace. Toutefois, les informations obtenues par la mission conjointe Gouvernement, CILSS, PAM, FAO auprès des services compétents renseignent que dans l'ensemble les marchés sont assez bien approvisionnés en denrées alimentaires mais affichent une tendance à la hausse des prix, en particulier pour les produits tels que le riz, l'huile alimentaire, le sucre, et le blé. Les prix sont plus élevés qu'en 2015 avec une augmentation globale de l'ordre 2,3%¹⁰. Ce qui rend difficile la situation alimentaire des populations surtout les plus vulnérables.

Le suivi des prix mené par le PAM en septembre 2016 dans le grand marché de Bissau et de Bafata donne un aperçu sommaire des prix de denrées de premières nécessités (Fig. 3).

¹⁰ Índice harmonizado dos preços no consumidor (IHPC) países membros da UEMOA. Bissau abril 2016.

Figure 3. Prix de denrées alimentaires au mois de septembre 2016.



Source : SIM Bureau PAM Guinée Bissau, 2016.

La commercialisation de la noix de cajou en 2016 a été relativement bonne par rapport à celle de l'année 2015. Si le prix officiel au kilogramme est resté le même (350 FCFA) en 2015 et 2016, les prix pratiqués sont plus élevés en 2016 pouvant atteindre 750 FCFA/kg contre 600 FCFA/Kg en 2015¹¹. Les termes d'échange noix de cajou/riz sont de 1 kg de noix de cajou contre 1kg du riz. Il faut reconnaître que, par endroit, le rendement de la noix de cajou est en baisse dû à l'âge des anacardiers.

La quasi-totalité de la production de noix de cajou est destinée à l'exportation principalement vers l'Inde (+95% de la production) et le Vietnam. Environ, seul 1% de la production est transformé sur place.¹²

5.3. Consommation alimentaire des ménages

Le score de consommation alimentaire (SCA) combine la fréquence et la diversité des aliments consommés par les ménages dans les 7 derniers jours précédents l'enquête. L'analyse du SCA montre que 72,1% des ménages ont un score de consommation alimentaire acceptable (score>35), 24,3% des ménages ont un score limite (score compris entre 35 et 21) et 3,6% des ménages ont un score pauvre (score<21).

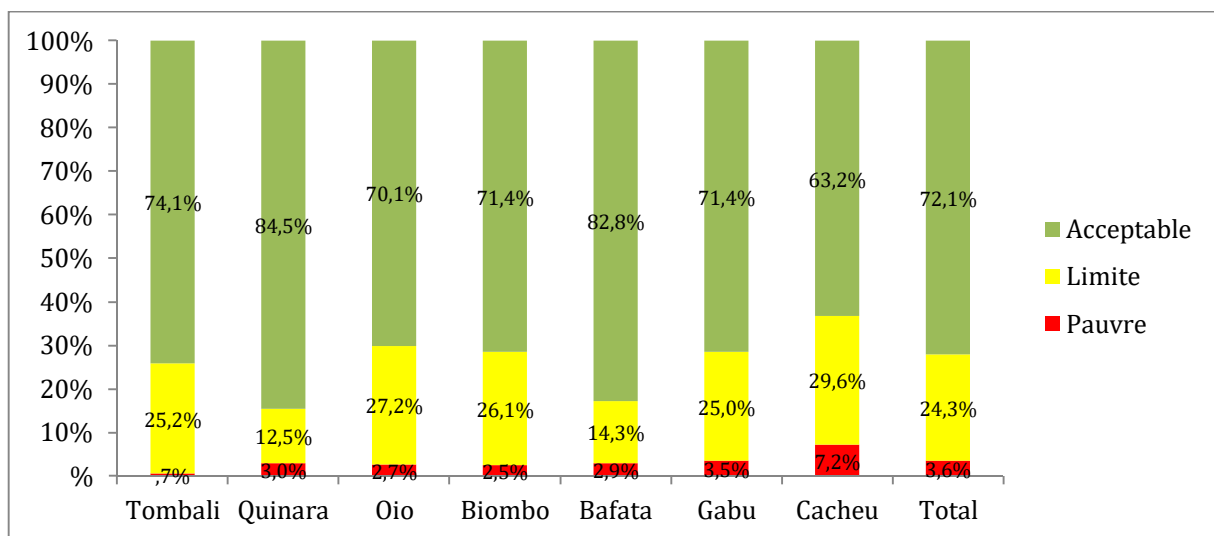
La région de Quinara enregistre les meilleurs scores de consommation alimentaire, à l'inverse, la région de Cacheu présente les scores les plus bas avec 29,6% des ménages qui ont des scores limites et 7,2% des scores pauvres. La figure 4 fournit plus de détails sur les scores de consommation par région. Il est important de noter que la région de Cacheu faisait

¹¹ Bulletin SISSAN, 2015 / Boletim Informativo do sector de caju, Junho 2016.

¹² Boletim Informativo do sector de caju, Junho 2016.

partie des régions affectées par les inondations d'origine marine de septembre 2015 qui ont occasionné un préjudice de 387 tonnes de riz dans la région, d'après l'enquête post inondations du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural¹³. En outre, la comparaison faite sur le cumul pluviométrique de l'hivernage 2015-2016 par rapport au cumul de la normale (30 dernières années) montre que les deux stations pluviométriques les plus déficitaires du pays étaient dans la région de Cacheu (Bula : -657,2 mm et Bigene : -546,2 mm)¹⁴. Ces anomalies pluviométriques n'ont pas manqué d'avoir des conséquences sur les productions agricoles notamment le riz qui est la denrée la plus consommée.

Figure 4. Prévalence des groupes de consommation alimentaire par région.



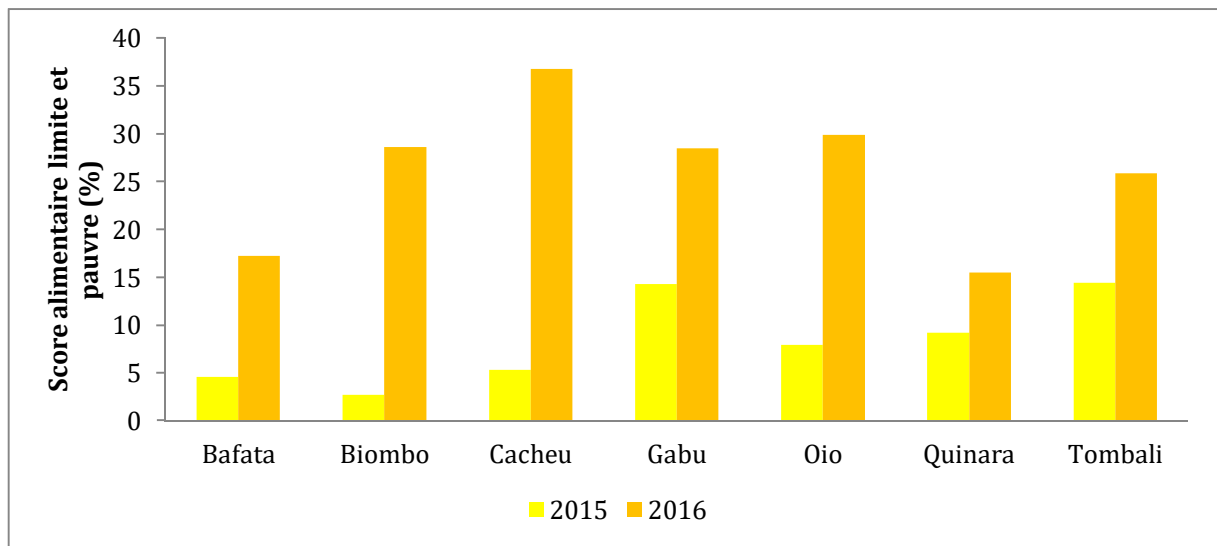
La situation de la consommation alimentaire s'est détériorée entre 2015 et 2016 (Fig.5). En effet, les données du SiSSAN 2015, recueillies en période de soudure comme celles de cette année, montrait une consommation acceptable de 91,5% et une consommation limite-pauvre de 8,5%. En revanche, les scores de 2016 se rapprochent plus de ceux de 2013, mesurés à la même saison mais après une crise de la campagne de cajou, et qui donnaient respectivement un score acceptable, limite, pauvre de 63%, 20% et 7% (PAM, 2013)¹⁵.

¹³ MADR, 2015. Relatório do impacto de inundações sobre a produção orizícola nas bolanhas de mangrove e de bas-fonds.

¹⁴ Grupo de Trabalho Pluridisciplinar (GTP). Seguimento da campanha agrícola 2015/2016. Relatório da 2ª missão (08 à 14 de Outubro de 2015).

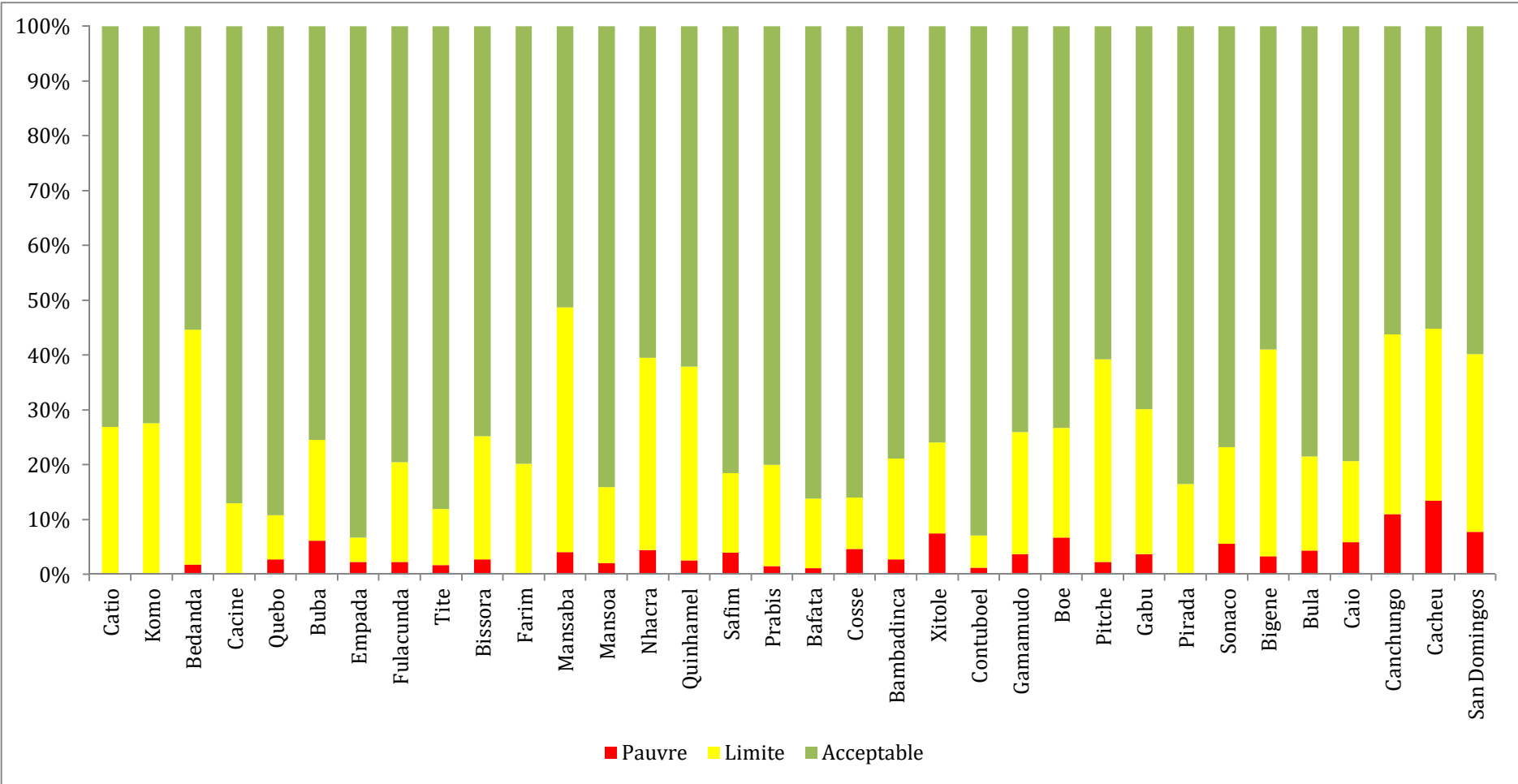
¹⁵ PAM : Impacto da ma campanha de comercialização da castanha de caju na segurança alimentar das famílias rurais. Relatório final, Dezembro 2013.

Figure 5. Comparaison des scores de consommation limite-pauvre par région entre 2015 et 2016.



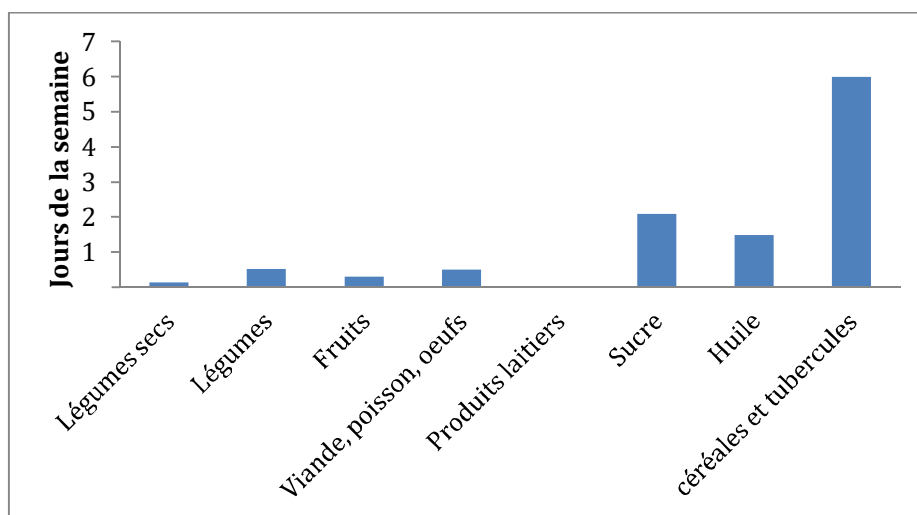
Les secteurs qui présentent des scores de consommation alimentaire assez faibles sont ceux de Mansaba et Nhacra dans la région de Oio, Babenda dans la région de Tombali, Bigène, Cacheu, Canchungo et San Domingos dans la région de Cacheu, Quinhamel dans la région de Biombo et Pitche dans la région de Gabu. A l'inverse, dans les secteurs de Catio et Komo dans la région de Tombali, on ne note aucun ménage avec un score de consommation pauvre (Fig.6).

Figure 6. Prévalence des groupes de consommation alimentaire par secteur.



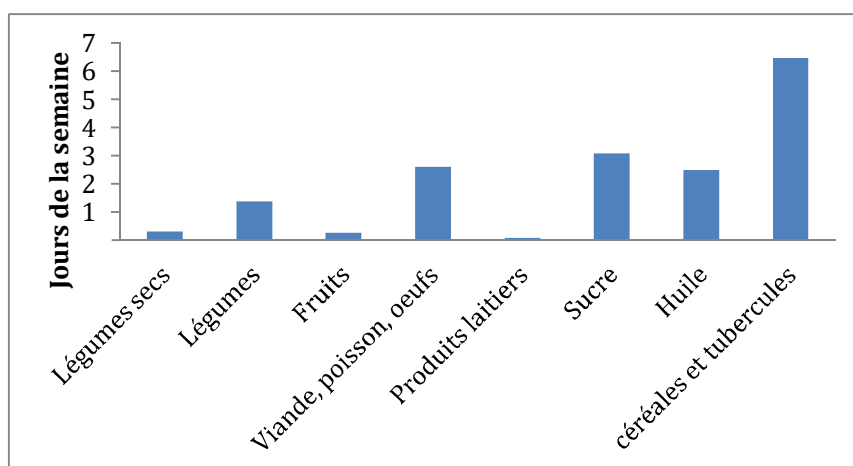
Les ménages avec une consommation alimentaire pauvre consomment en moyenne les céréales 6 jours par semaine, le sucre 2 jours et l'huile 1 jour par semaine. En revanche, les autres groupes d'aliments (légumineuse, légume, fruit, poisson/viande, lait), ne sont presque pas consommés avec des moyennes inférieures à 1 jour (Fig.7).

Figure 7. Consommation des groupes d'aliments dans les sept jours précédents l'enquête au niveau des ménages avec une consommation alimentaire pauvre.



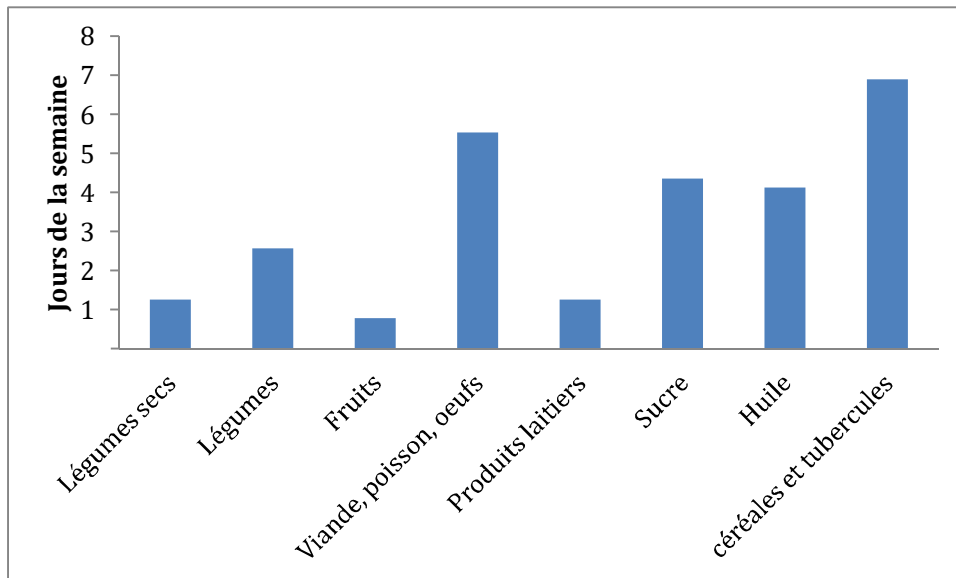
Les ménages avec une consommation alimentaire limitée prennent en moyenne les céréales 6 jours par semaine, les protéines animales moins de 3 jours, le sucre 3 jours par semaine, l'huile plus de 2 jours par semaine et les légumes 1 jour par semaine. La consommation des autres groupes d'aliments est peu significative (Fig.8).

Figure 8. Consommation des groupes d'aliments dans les sept jours précédents l'enquête au niveau des ménages avec une consommation alimentaire limitée.



Les ménages avec une consommation alimentaire acceptable se caractérisent par une consommation régulière des céréales presque 7 jours sur 7, les protéines animales 5,54 jours, le sucre et l'huile 4 jours par semaine. Seule la consommation des fruits peut être jugée très faible avec 0,78 jour par semaine (Fi.9).

Figure 9. Consommation des groupes d'aliments dans les sept jours précédents l'enquête au niveau des ménages avec une consommation alimentaire acceptable.



Quel que soit le groupe d'aliments, la proportion achetée par les ménages est plus élevée que celle produite à l'exception des légumes et des fruits. A titre d'exemples, la proportion de riz produit est de 26,1% contre 72% achetés, les autres céréales : 42,2% produits contre 53,2% achetés, poisson/viande : 15,5% produits contre 70,9% achetés. Ces proportions importantes des achats de produits alimentaires notamment des produits de base traduisent un manque de performance des secteurs de production notamment de l'agriculture et une dépendance vis-à-vis des prix du marché.

En moyenne, le nombre de repas par jour pour les adultes est de 2,41 et 2,72 pour les enfants de moins de cinq ans. Quelle que soit la région, le nombre moyen de repas chez les adultes n'atteint pas les 3 repas par jour. La région de Biombo enregistre la moyenne la plus basse (2,08) alors que la région de Gabu enregistre la moyenne la plus élevée (2,88). Chez les enfants 6-59 mois, c'est seulement dans les régions de Bafata et de Gabu qu'on note des moyennes qui dépassent 3 repas par jour.

5.4. Dépenses mensuelles des ménages

5.4.1. Dépenses totales

La moitié des ménages enquêtés ont des dépenses totales moyennes mensuelles de 75212 FCFA¹⁶. Ces dépenses varient en fonction des régions. Ainsi, les dépenses les plus élevées sont retrouvées dans les régions de Bafata (143 025 FCFA) et de Biombo (115 024 FCFA) alors que les dépenses les moins élevées sont notées dans les régions de Cacheu (67 142 FCFA) et de Gabu (86 378 FCFA). En moyenne, la dépense mensuelle par habitant est de 9739 FCFA et les plus importantes sont retrouvées dans les régions de Biombo (9739 FCFA) et Quinara (12685 FCFA). Cependant les moins élevées sont notées dans les régions de Cacheu (7765 FCFA), Gabu (8567 FCFA) et Oio (8686 FCFA).

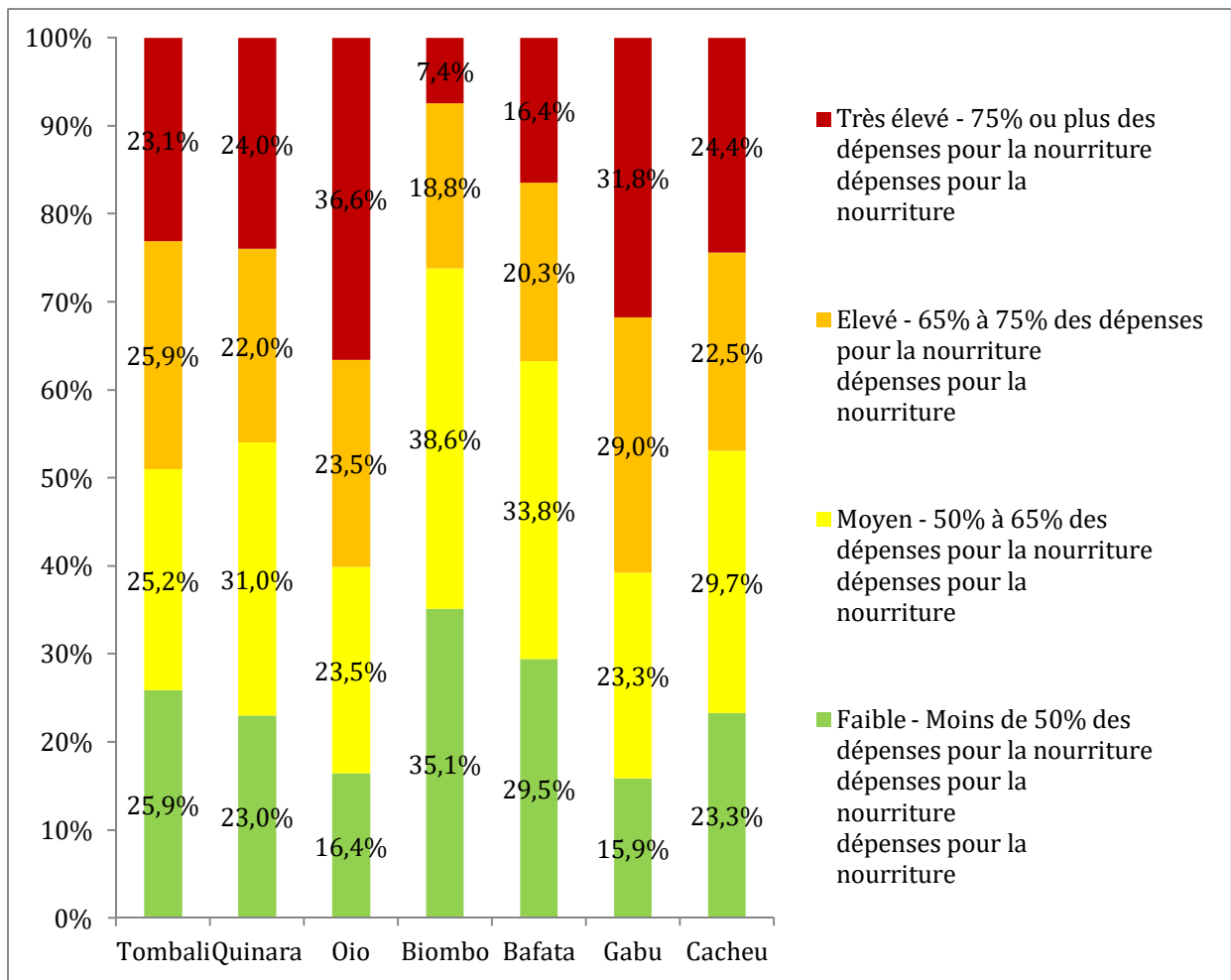
5.4.2. Part des dépenses alimentaires

En moyenne, la part des dépenses alimentaires sur les dépenses totales des ménages est de 61,42%. Les parts de dépense les plus faibles sont notées dans les régions de Biombo (52,59%) et Bafata (57,72%). En revanche, les ménages des régions de Gabu (65,91%) et Oio (65,78%) dépensent davantage dans l'achat de la nourriture. La figure 10 donne un aperçu plus détaillé des parts de dépenses alimentaires par région. On note que la situation des dépenses des ménages de la région d'Oio est préoccupante car 36,6% des ménages font des dépenses très élevées, c'est-à-dire supérieures à 75% contre 16,4% seulement des ménages qui ont des dépenses alimentaires faibles (inférieures à 50%). Les parts importantes de dépenses alimentaires renseignent sur la vulnérabilité ou la pauvreté des ménages concernés qui ne peuvent pas investir suffisamment sur les actifs agricoles, la santé ou l'éducation des enfants.

A l'inverse de la région d'Oio, Biombo compte 35,1% de ménages qui ont des parts de dépenses alimentaires faibles et 7,4% seulement qui ont des parts de dépenses alimentaires élevées.

16 C'est la valeur de la médiane

Figure 10. Proportion des dépenses alimentaires par région.

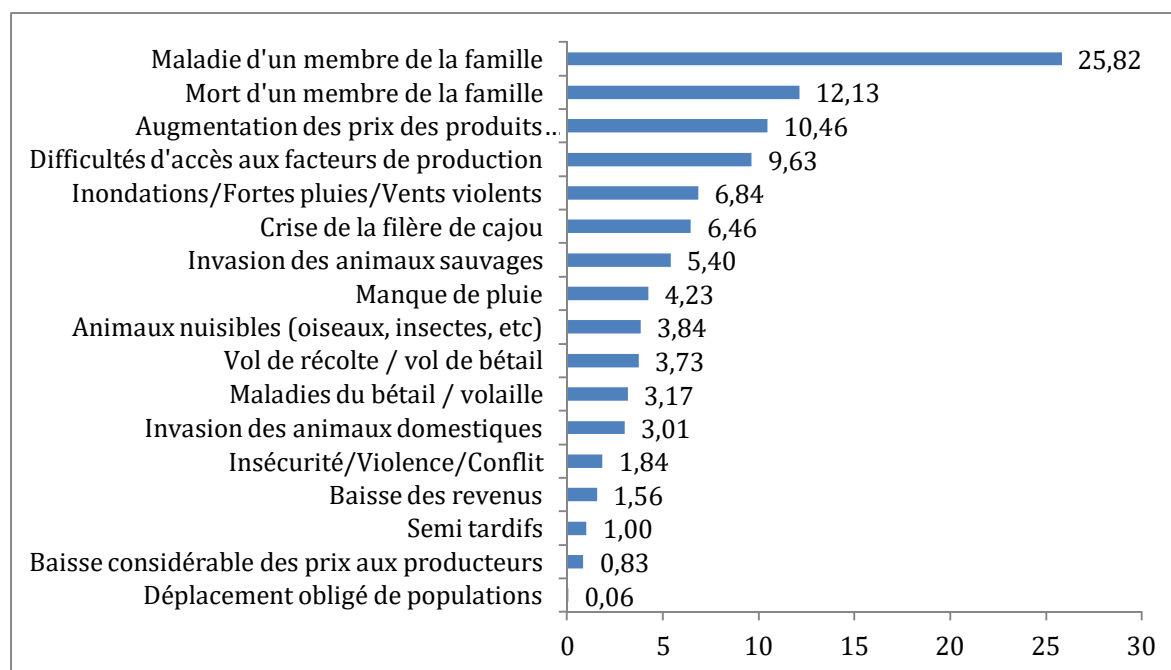


5.5. Chocs et Stratégies d'adaptation des ménages

5.5.1. Chocs

La plupart des ménages rencontrés dans le cadre de cette étude (62,5%) ont au moins subi un choc. Les principaux chocs se répartissent comme suit (Fig.11) :

Figure 11. Principaux chocs subis par les ménages au cours des 12 derniers mois.



Les chocs d'ordre social sont les plus nombreux notamment la maladie d'un membre du ménage (25,2%), la perte d'un proche (12,13%). Ces deux chocs étaient déjà considérés comme chroniques dans le pays par l'étude du PAM conduite en 2013¹⁷. A ces chocs, il faut ajouter l'augmentation des prix des produits alimentaires (10,46%), les difficultés d'accès aux facteurs de production (9,63%), les inondations/fortes pluies/vents violents (6,84%), la crise de la filière de cajou (6,46%). Parmi les ménages qui ont subi un choc, 88,7% ont déclaré que ces chocs ont entraîné des pertes ou préjudices financiers. Toujours parmi ces ménages, 77,9% ont déclaré que ces chocs ont entraîné une réduction de leurs capacités de production et/ou d'achat de nourriture.

5.5.2. Stratégies de survie basées sur la consommation

Face aux difficultés et chocs subis, les ménages ont développé plusieurs stratégies de survie notamment celles basées sur la consommation. L'indice rCSI¹⁸ a été calculé à cet effet. C'est un indicateur utilisé pour comparer le niveau des difficultés rencontrées par les ménages d'un pays en mesurant la fréquence et la sévérité des comportements de consommation alimentaire qu'ils adoptent lorsqu'ils doivent faire face à un manque de nourriture. La valeur moyenne de l'indice rCSI en septembre 2016 était de 3,7. Cet indicateur s'est amélioré par rapport à son niveau de 2011 qui était 9,9 (PAM, 2011)¹⁹. Autrement, le nombre de ménages vulnérables qui font recours

17 PAM : Impacto da ma campanha de comercialização da castanha de caju na segurança alimentar das famílias rurais. Relatório final, Dezembro 2013.

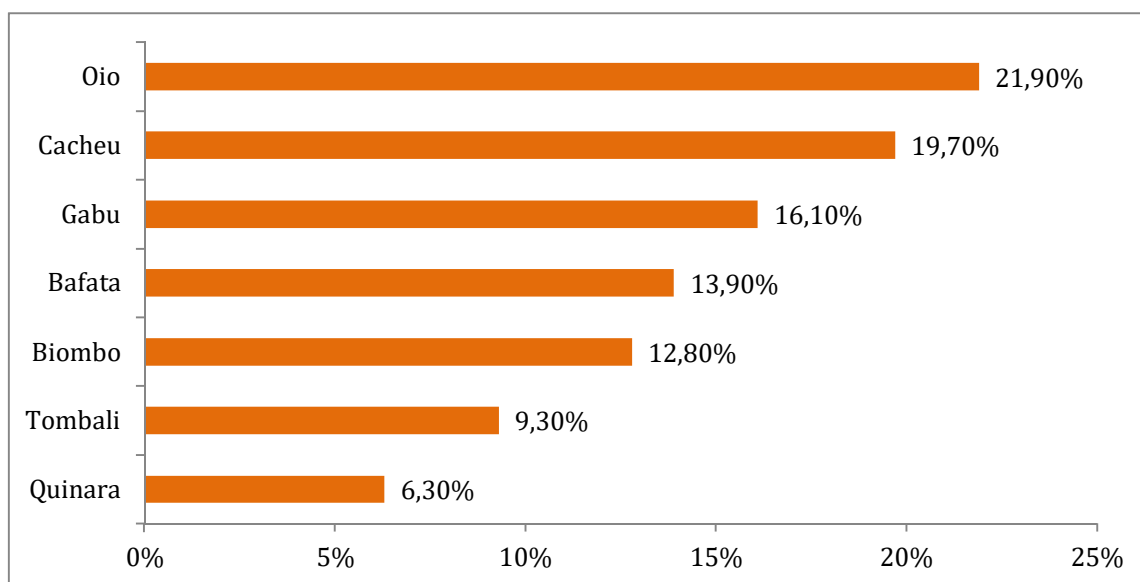
18 L'indice des stratégies de survie (en anglais : reduced Coping Strategy Index) mesure l'importance de l'adoption de ces stratégies par les ménages. Plus l'indice CSI est élevé, plus le ménage est vulnérable.

19 PAM, 2011: Boletim, number 1. Sistema de Seguimento da segurança alimentar-Inquérito FSM.

aux stratégies de survie basées sur la consommation a diminué si on compare ces deux années (2011 et 2016).

A l'échelle des régions, on note que les ménages qui utilisent les stratégies basées sur la consommation sont plus nombreux dans les régions d'Oio, Cacheu et Gabu (Fig. 12).

Figure 12. Proportion des ménages qui utilisent les stratégies basées sur la consommation par région.



En septembre 2016, 50,83% des ménages interrogés avaient au moins utilisé l'un des recours basés sur la consommation. Les stratégies de survie basées sur la consommation les plus utilisées sont par ordre d'importance le recours à des aliments moins appréciés et moins chers (40,53%), la réduction de la quantité des repas (21,27%), la réduction des quantités consommées par les adultes/mères au profit des enfants (19,19%), l'emprunt d'aliments à la famille ou aux amis (13,14%) et en fin la réduction du nombre de repas par jour (11,06%).

5.5.3. Stratégies de survie basées sur les moyens de subsistance

Si l'usage des stratégies basées sur la consommation s'épuisent ou ne permettent pas à résoudre les problèmes d'alimentation, les ménages sont obligés d'utiliser des stratégies basées sur les moyens de subsistance. En septembre 2016, 76,7% des ménages avaient au moins utilisé une de ces stratégies.

Parmi les ménages qui utilisaient des stratégies, 51,5% utilisaient des stratégies de stress. Les stratégies de stress, comme emprunter de l'argent ou dépenser son épargne, indiquent une

réduction de la capacité à faire face à des chocs dans le futur en raison d'une diminution des ressources ou une augmentation des dettes (PAM, 2014)²⁰.

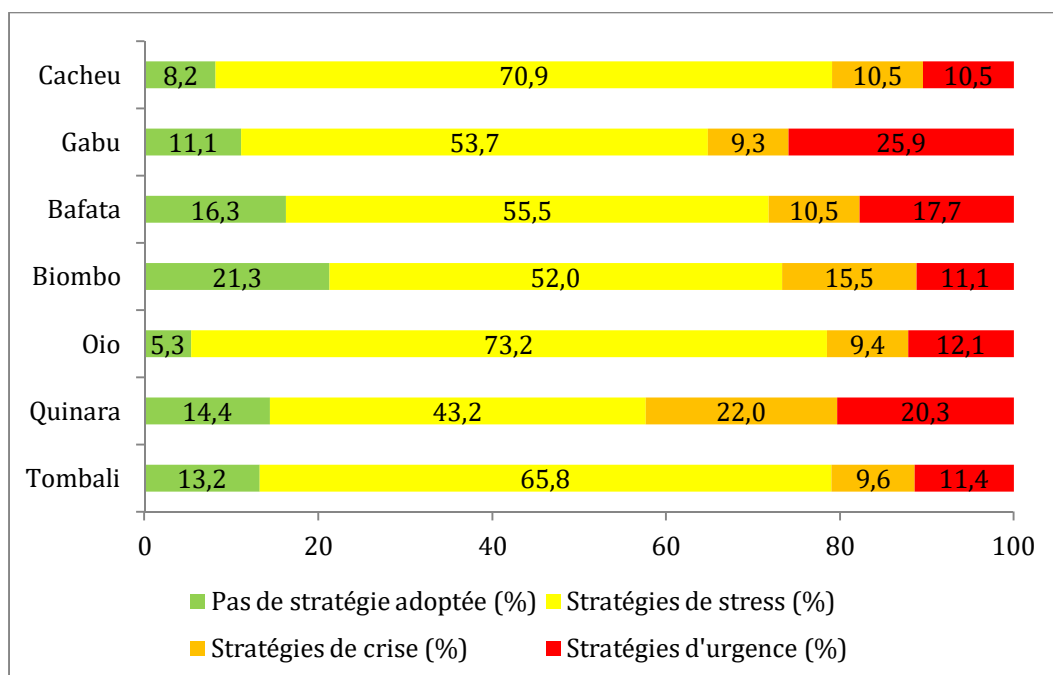
Parmi les ménages enquêtés, 9,2% utilisaient des stratégies de crise. Les stratégies de crise, comme la vente de biens productifs, réduisent directement la productivité future, dont la formation du capital humain (PAM, 2014).

En fin, 16% des ménages faisaient recours à des stratégies d'urgence. Les stratégies d'urgence, comme la vente de terrain, affectent la productivité future mais sont plus difficiles à inverser ou sont plus dramatiques (PAM, 2014).

Globalement, les recours aux stratégies de survie basées sur les moyens de subsistance sont plus courants cette année qu'en 2015 où 68% des ménages utilisaient au moins une stratégie de survie dont 43% de stress, 18% de crise et 7% d'urgence (SiSSAN, 2015).

La figure 13 fournit plus de détails sur les stratégies de survie basées sur les moyens de substance dans les différentes régions de Guinée Bissau. On remarque qu'une proportion assez importante des ménages utilisent les stratégies d'urgence notamment dans la région de Gabu (25,9%), Quinara (20,3%), Bafata (17,7%). Par conséquent, beaucoup de ménages dans cette situation pourraient être affectés par des problèmes de productivités notamment agricoles sur de longues périodes et s'enliser ainsi davantage dans les difficultés alimentaires.

Figure 13. Stratégies de survie basées sur les moyens d'existence des ménages.



20. PAM, 2014. Guide Technique. Approche consolidée du PAM pour le compte-rendu des indicateurs la sécurité alimentaire (CARI)

5.6. Situation de la sécurité alimentaire

L'analyse de la sécurité alimentaire par l'approche CARI montre qu'en Guinée Bissau 30,6% des ménages étaient en insécurité alimentaire en septembre 2016, ce qui représente environ 331 745 personnes.

De façon spécifique, l'analyse montre que 4,3% des ménages souffraient d'insécurité alimentaire sévère c'est-à-dire les ménages ont une consommation alimentaire très déficiente ou connaissent une perte très importante de leurs moyens de subsistance qui vont conduire à des déficits importants de la consommation alimentaire ou pire. Globalement, ces ménages en insécurité alimentaire sévère représentent environ 46 618 personnes.

L'insécurité alimentaire modérée a touché 26,3% des ménages soit environ 285 127 personnes. Il s'agit de ménages qui ont une consommation alimentaire déficiente ou qui ne peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles.

En revanche, on note que 17% des ménages étaient en sécurité alimentaire (ménages capables de satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires essentiels sans recourir à des stratégies d'adaptation atypiques), et 52,4% en sécurité alimentaire limite (ménages ayant une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles, et ne pouvant pas se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles). Le tableau 2 donne plus de détails sur la classification de la sécurité alimentaire.

Tableau 2. Classification de la sécurité alimentaire.

	Domaine	Indicateur	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut actuel	Consommation alimentaire	Score de consommation alimentaire	Consommation alimentaire acceptable		Consommation alimentaire limite	Consommation alimentaire pauvre
			72,1%		24,3%	3,6%
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses alimentaires	Moins de 50% des dépenses consacrées à la nourriture	Entre 50% et 65% des dépenses consacrées à la nourriture	Entre 65% et 75% des dépenses consacrées à la nourriture	Plus de 75% des dépenses consacrées à la nourriture
			23,2%	28,7%	23,3%	24,9%
	Epuisement des actifs	Catégories de stratégies de survie	Aucune	Stratégies de stress	Stratégies de crise	Stratégies d'urgence
			23,3%	51,5%	9,2%	16%
Classification globale – Indice de Sécurité alimentaire			17%	52,4%	26,3%	4,3%

La comparaison de ces indicateurs de sécurité alimentaire par rapport à ceux du SiSSAN 2015 montre une détérioration de la situation alimentaire passant de 10,5% à 30,6%. Le taux d'insécurité alimentaire de 2016 est plus comparable à celui de 2013 qui était de 29% et mesuré aussi à la même période de l'année.

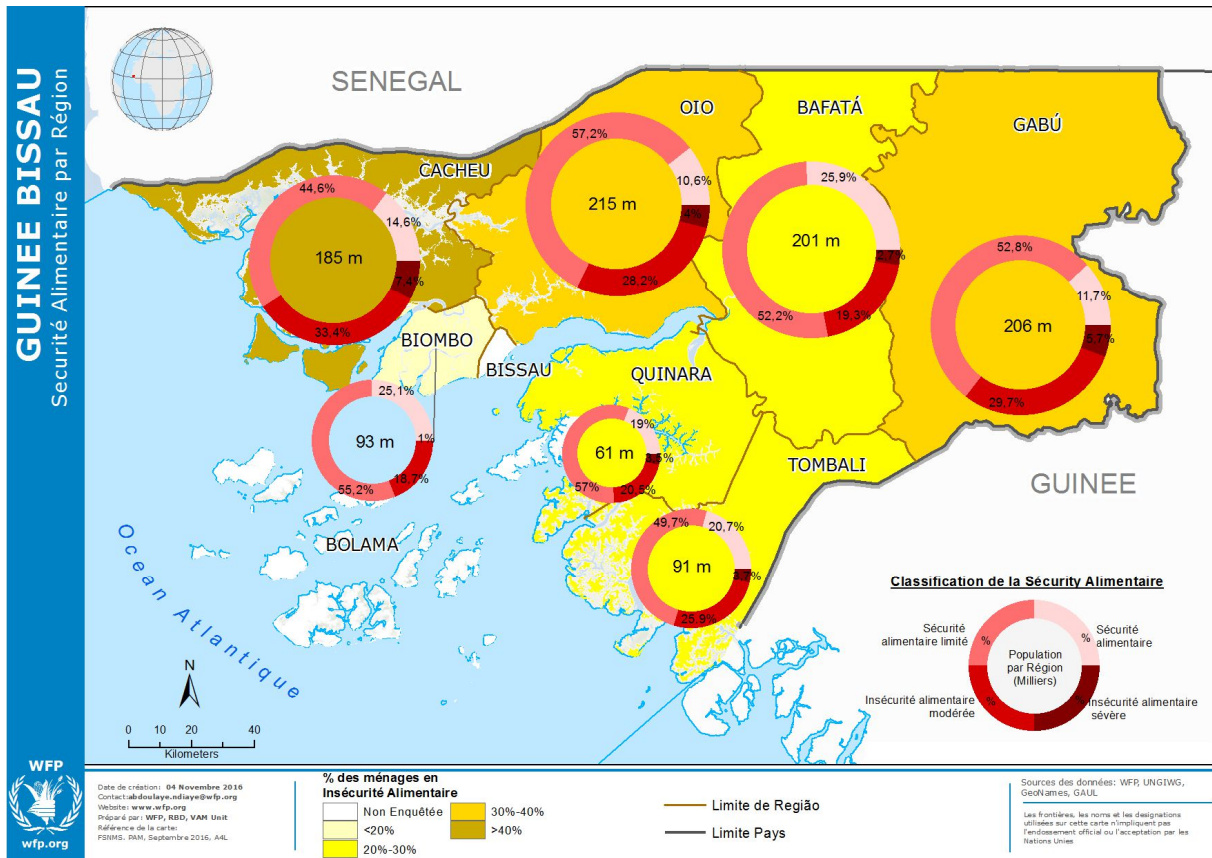
La différence dans les résultats pourrait en partie s'expliquer par le fait qu'en 2015 la collecte des données s'est faite en début de période de soudure (juin et juillet) alors qu'en 2016 elle s'est faite en plein milieu de période de soudure (septembre). En outre, le mois de septembre est cité par les ménages enquêtés (61,8%) comme étant de loin le mois où ils rencontrent les plus grandes difficultés alimentaires, ce qui n'a pas manqué d'influer sur les résultats. En effet, à cette période de l'année, 50,6% des ménages ne détenaient plus de stock de céréales. Ceux qui en disposaient encore n'en avaient plus pour longtemps (moins de deux mois en moyenne). Bien que les résultats de la campagne agricole 2015-2016 soient meilleurs que ceux de la campagne 2014-2015, il n'en demeure pas moins que les résultats étaient mitigés avec une baisse de production de 8,4% par rapport à celle de la moyenne des cinq dernières années (2010-2014). En outre, en septembre 2015, le pays a connu de fortes inondations qui ont envahi des rizières causant ainsi d'énormes pertes agricoles pour les producteurs estimées à 14 249,8 tonnes selon le rapport²¹ du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. A cela s'ajoute la tendance à la hausse des prix des denrées alimentaires de base notamment le riz, le blé, l'huile alimentaire et le sucre (données mission conjointe CILSS et partenaires).

5.6.1. Localisation de l'insécurité alimentaire

Les taux d'insécurité alimentaire sont plus élevés dans les régions de Cacheu (40,8%), Gabu (35%), Oio (32,2%) où les taux dépassent la moyenne globale qui est de 30,6% (Carte 1). La région de Biombo enregistre le taux d'insécurité alimentaire le moins élevé (19,7%).

²¹ MADR, 2015. Relatório do impacto de inundações sobre a produção orizícola nas bolanhas de mangrove e de bas-fonds.

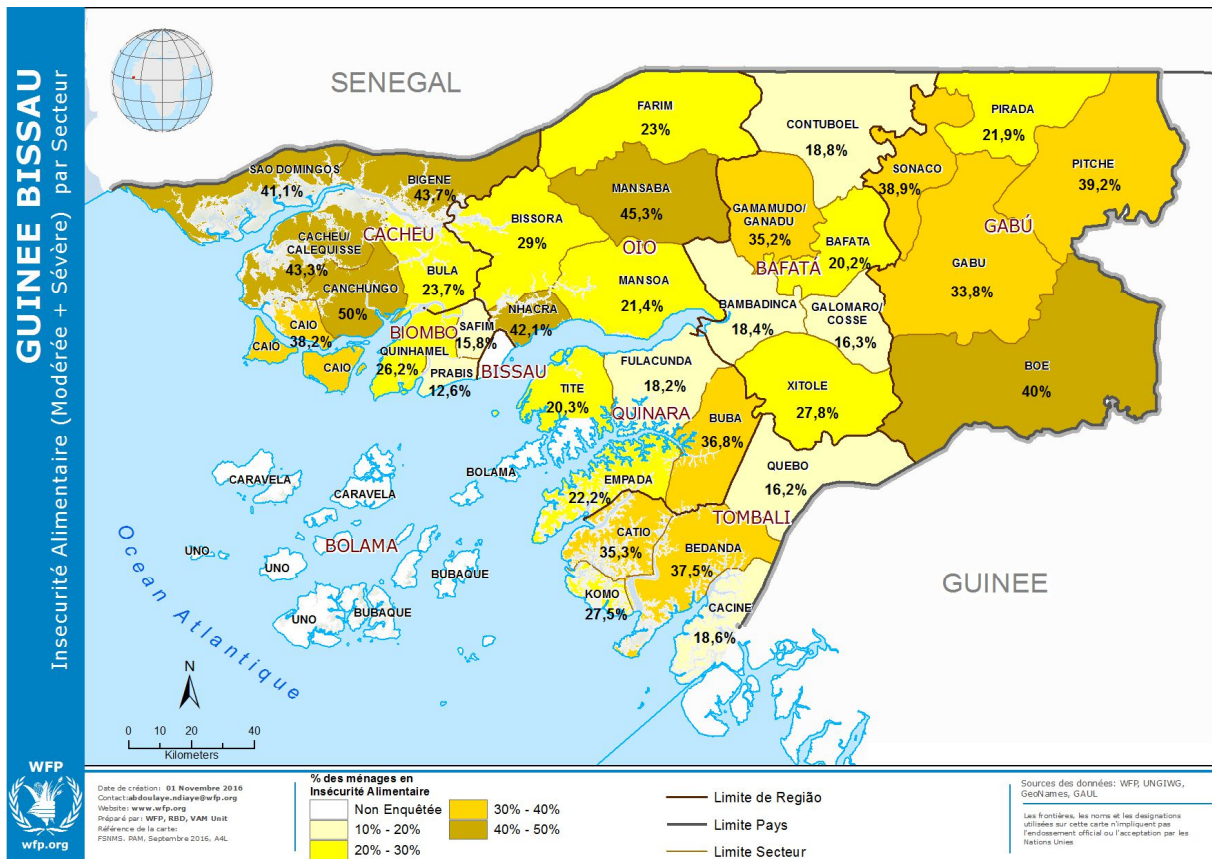
Carte 1. Situation de la sécurité alimentaire par région.



La cartographie de l'insécurité alimentaire par secteur montre une très grande variation des taux qui vont de 12,6% à 50% (carte 2). La cartographie montre également que l'insécurité alimentaire ne concerne pas une zone spécifique du pays. On retrouve plusieurs secteurs à fort taux d'insécurité alimentaire dans les différentes parties du pays. Les secteurs les plus touchés dans le pays sont : Canchungo (50%), Mansaba (45,3%), Bigène (43,7%), Cacheu (43,3%). Les secteurs de la région de Cacheu se singularisent des autres par le fait que la plupart dépasse le taux d'insécurité alimentaire de 40%. En revanche, les secteurs les moins touchés sont plus nombreux dans les régions du sud à Quinara et Tombali où les taux par secteur n'atteignent pas 40%. Parmi eux, on peut citer Quebo (16,2%), Fulacunda (18,2%), Cacine (18,6%).

En fin, on note l'absence de ménage en insécurité alimentaire sévère dans deux secteurs du pays : Pirada dans la région de Gabu et Empada dans la région de Quinara.

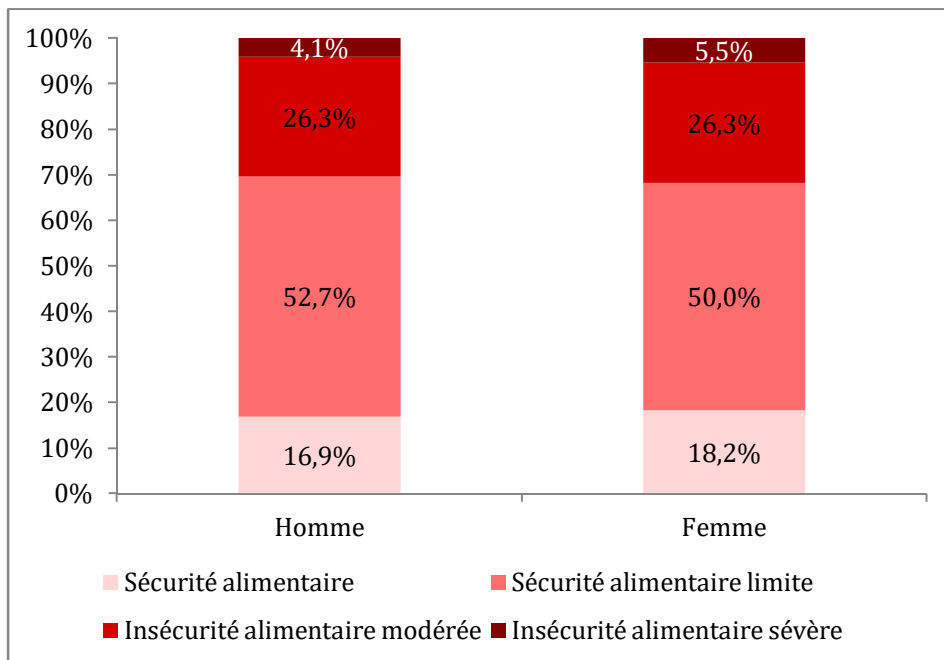
Carte 2. Situation de la sécurité alimentaire par secteur.



5.6.2. Profil des ménages en insécurité alimentaire

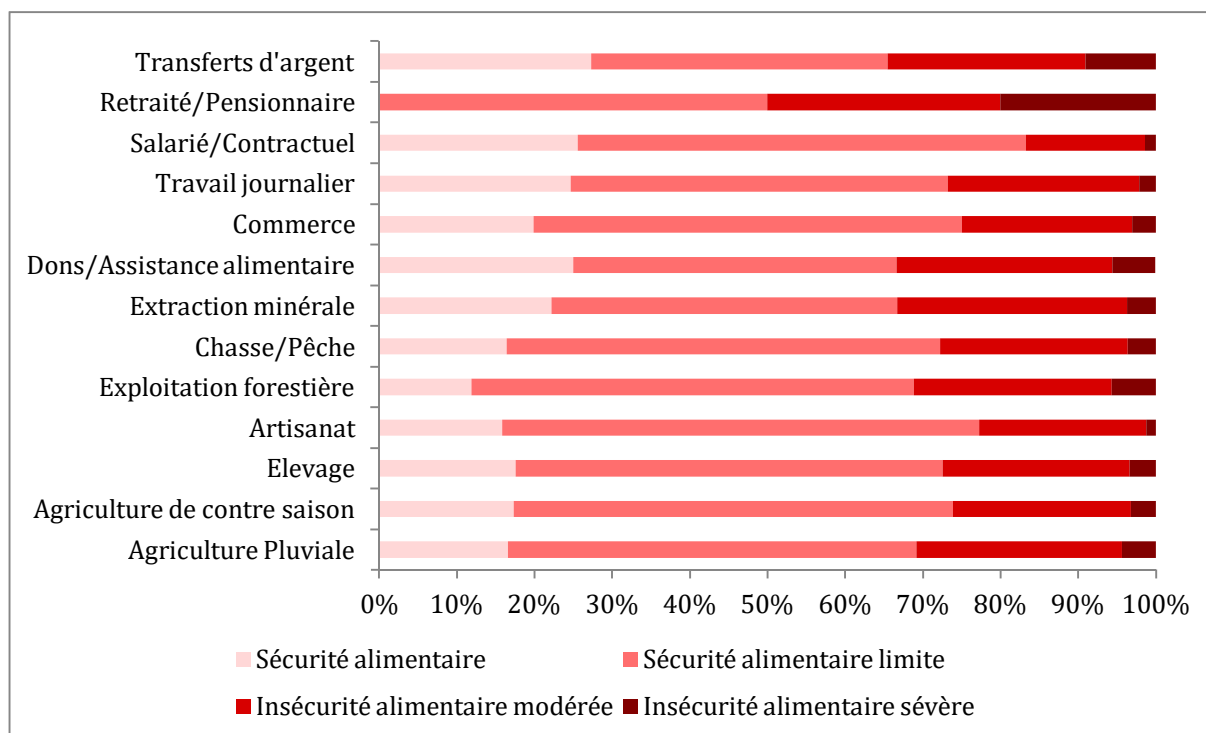
Globalement, 85,8% des ménages en insécurité alimentaire sont dirigés par des chefs de ménage homme contre 14,2% de femmes. Cela peut s'expliquer par le fait que la plupart des chefs de ménages enquêtés sont des hommes (86,4%). Cependant, l'analyse séparée de chaque groupe (homme et femme) montre en réalité que le genre n'influe que peu sur le statut d'insécurité alimentaire des ménages (Fig.14). En effet, le taux d'insécurité alimentaire des ménages dirigés par des femmes est légèrement plus élevé (31,8%) que ceux dirigés par les hommes (30,4%).

Figure 14. Sécurité alimentaire en fonction du sexe du chef de ménage.



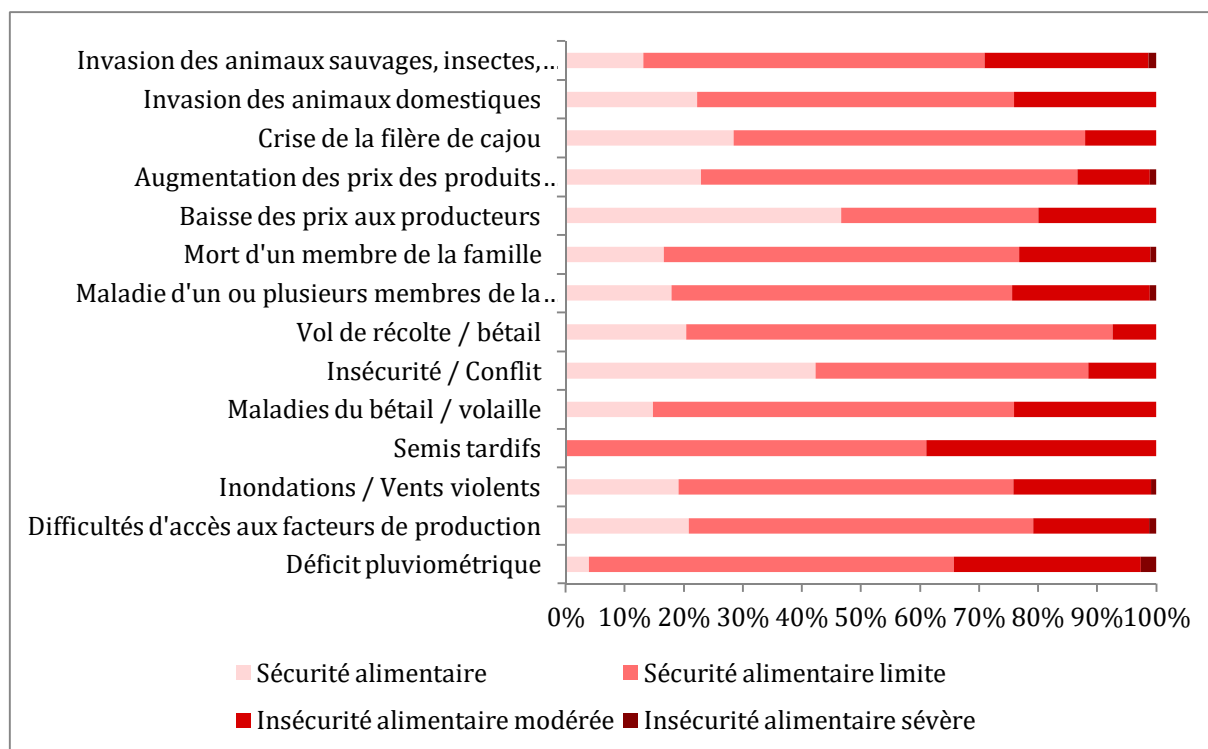
Le niveau d’instruction est généralement faible avec 52,8% des chefs de ménage qui se sont arrêtés soit au niveau primaire ou soit qui n’ont aucun niveau d’instruction. Parmi ceux instruits, 77,36% n’ont fait que le niveau primaire. La taille moyenne des ménages en insécurité alimentaire est de 11 personnes avec une prédominance des ménages composés de 6 à 10 personnes. Il y a également une quasi-parité homme – femme dans ces ménages (5,58 hommes contre 5,56 femmes). La principale source de revenus des ménages en insécurité alimentaire est l’agriculture avec 99,56% des ménages qui la pratiquent, suivie de l’élevage (16,8%), l’exploitation forestière (11,3%), etc. Cependant, l’analyse à l’intérieur de chaque groupe montre que 30,9% des ménages qui dépendent principalement de l’agriculture pluviale étaient en insécurité alimentaire et 26,1% qui dépendent principalement de l’agriculture de contre saison (Fig.15). Les ménages les moins vulnérables étaient ceux dirigés par des salariés/contractuels, des artisans et des commerçants.

Figure 15. Sécurité alimentaire en fonction de la principale source de revenus des ménages.



L'accès à la terre ne semble pas être le principal problème de ces ménages car 87,6% sont propriétaires de terres agricoles. En outre, 78,8% des ménages avaient au moins un champ d'anacardier. Au total, 30% des chefs de ménages en insécurité alimentaire considèrent que les récoltes de la campagne agricole 2015-2016 étaient inférieures à la campagne précédente et 18,7% considèrent avoir récolté à peu près la même chose. On note qu'en fonction des types de chocs, les ménages qui ont fait face soit au déficit pluviométrique, semis tardifs ou à l'invasion acridienne / aviaire / d'animaux sauvages ont été les plus touchés par l'insécurité alimentaire (Fig. 16).

Figure 16. Sécurité alimentaire en fonction des chocs subis par les ménages.



En fin, l'enquête montre que c'est au mois d'aout, septembre et octobre que les ménages rencontrent plus de problèmes alimentaires.

5.7. Situation nutritionnelle des enfants de 6-59 mois

Au total, nous avons travaillé avec un groupe de 3801 enfants âgés de 6-59 mois et appartenant tous aux mêmes ménages qui ont répondu aux questions sur la sécurité alimentaire. Globalement, l'âge moyen de ces enfants est de 30 mois, avec une quasi-parité des sexes 50,01% de fillettes contre 49,99% de garçons.

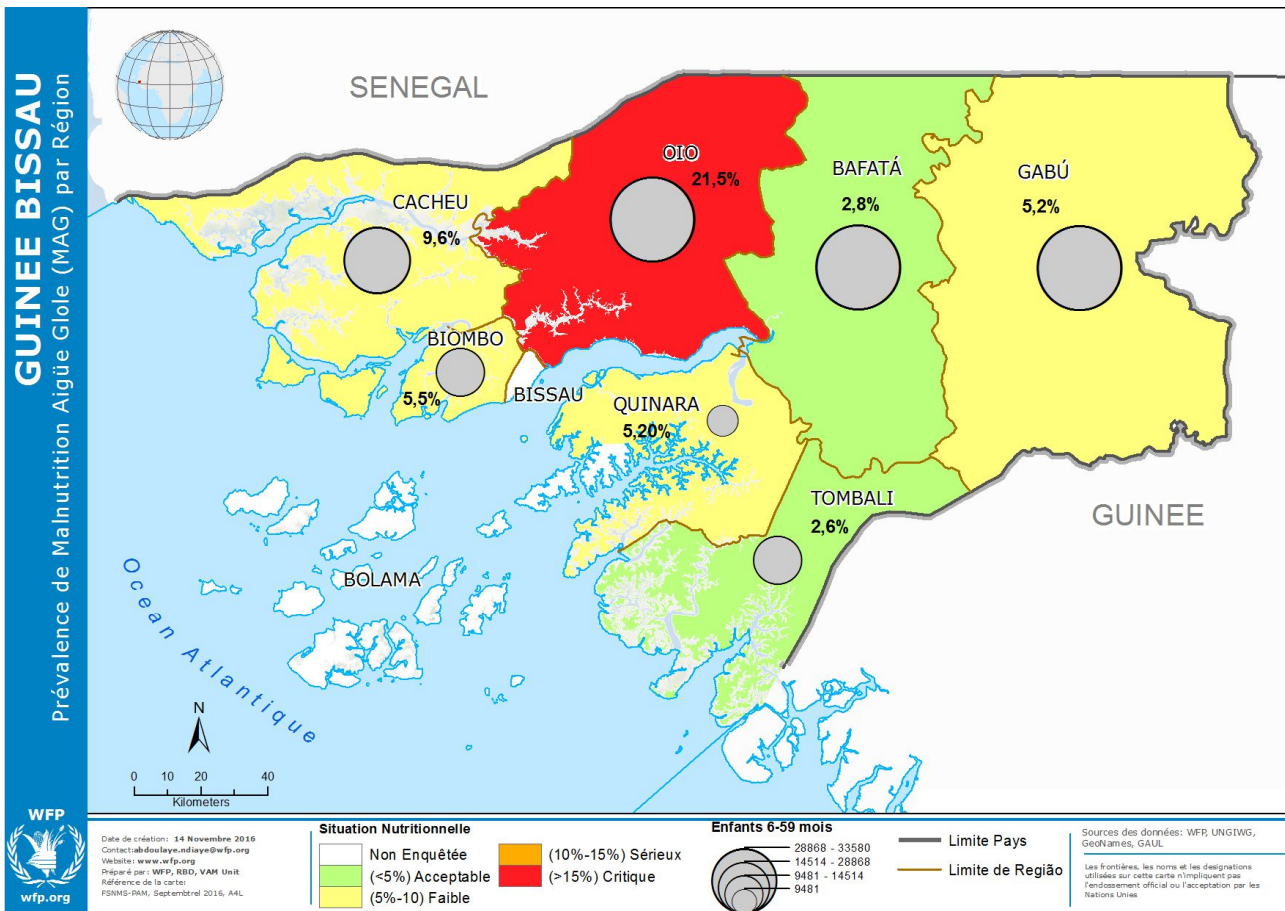
Les résultats montrent qu'en septembre 2016, 89,7% des enfants 6-59 mois (151 705 enfants) étaient dans un état nutritionnel normal, 6,1% (soit 10 317 enfants) étaient atteints de la malnutrition aiguë modérée (MAM) et 4,2% (soit 7 103 enfants) étaient atteints de malnutrition aiguë sévère. Au total, avec un taux de malnutrition aiguë globale de 10,3%, la prévalence en Guinée Bissau est élevée d'après l'échelle de classification de l'OMS.

Parmi les enfants malnutris, 40,6% étaient malades dans les 2 semaines précédant l'enquête et 73,2% d'entre eux ont pu être consultés dans une structure de santé. Cependant, 26,8% des enfants n'ont pas fréquenté une structure de santé pour des raisons financières (81% des cas), des raisons liées à la distance entre le domicile et la structure de santé la plus proche (16,7%).

5.7.1. Localisation de la malnutrition

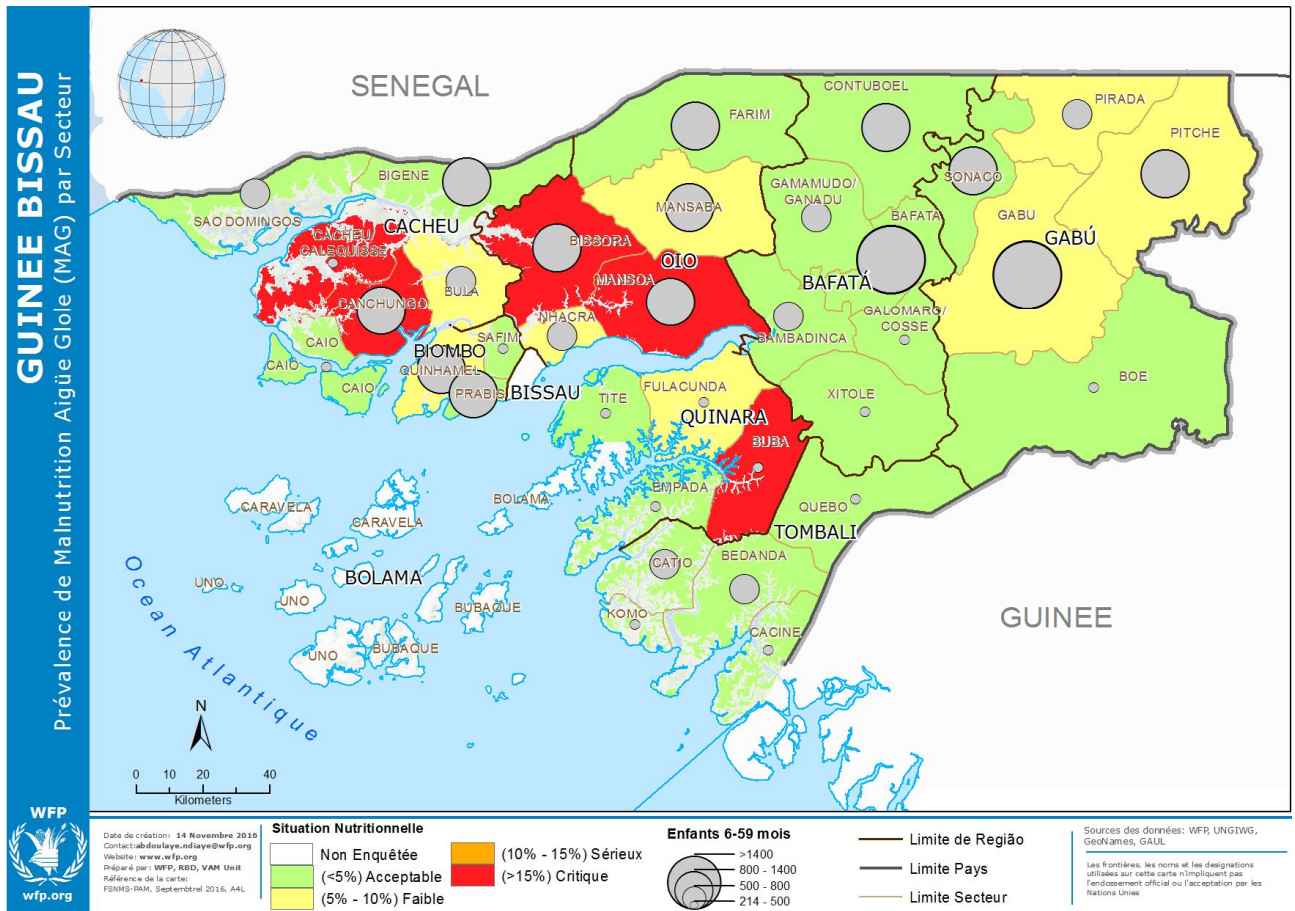
La région d'Oio se particularise des autres avec une situation nutritionnelle critique avec un taux de malnutrition aiguë de 21,5% dont 16,5% de MAM et 5% de MAS (carte 3). Les régions de Cacheu, Quinara, Gabu et Bimbo sont dans une situation faible ou précaire, c'est-à-dire comprises entre 5 et 10%. Les régions de Tombali et de Bafata sont dans une situation acceptable, c'est-à-dire des taux inférieurs à 5%.

Carte 3. Situation nutritionnelle par région.



L'analyse de la situation nutritionnelle au niveau des différents secteurs du pays montre que 5 secteurs sur 34 étudiés étaient en septembre 2016 en situation critique (taux supérieur ou égal à 15%), 5 secteurs en situation faible/précaire (taux compris entre 5 et 10%), et 19 secteurs en situation nutritionnelle acceptable (taux inférieur à 5%). On note cependant l'absence de cas de malnutrition sur les enfants mesurés dans 5 secteurs, il s'agit d'Empada et de Tité dans la région de Quinara et les secteurs de Bedanda, Komo et Québo dans la région de Tombali (Carte 4).

Carte 4. Situation nutritionnelle par secteur.



En somme, on note que plusieurs des secteurs sans cas de malnutrition répertorié ou avec un taux faible de malnutrition aiguë correspondent souvent aux secteurs qui ont les taux d'insécurité alimentaire les plus bas. Cependant, de façon globale, cette relation n'est pas linéaire. Le statut nutritionnel, tout comme la sécurité alimentaire, résultent des stratégies de vies et des différents capitaux mobilisés par les ménages. Toutefois, le statut nutritionnel ne reflète pas uniquement la sécurité alimentaire. La malnutrition peut également être le résultat de déficiences et carences spécifiques (fer, iode, vitamine A), ou de maladies qui ont des conséquences directes sur la nutrition, comme la malaria ou la présence d'helminthes²².

5.7.2. Profil des enfants malnutris

Plus de la moitié (53,4%) des enfants malnutris sont dans des ménages en situation de sécurité alimentaire limite, 35,6% dans des ménages en insécurité alimentaire et 11% dans des ménages en sécurité alimentaire. Les céréales sont les aliments les plus régulièrement consommés. En effet, 98% des ménages avec des enfants malnutris consomment les céréales tous les jours de la semaine, 54,4% peuvent rester une semaine sans prendre des légumineuses, et seuls 19% prennent des

²² PAM, 2009. Étude de Base de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (EBSAN) au Mali.

légumes 7 jours sur 7. La proportion de ménages qui consomme 7 jours sur 7 des protéines animales n'est que de 29,3%. La consommation de fruits et de lait reste très faible avec 74 à 77% des ménages qui peuvent rester une semaine sans les consommer. Globalement, les enfants 6-59 mois ont un peu moins de 3 repas par jour. En outre, la stratégie « réduire les quantités consommées par les adultes au profit des enfants » est très peu utilisée dans les ménages avec des enfants malnutris.

En outre, 51,8% des ménages avec des enfants malnutris n'ont pas de source d'eau dans la maison, ce qui pourrait signifier plus de charges de travail des femmes notamment des mères et gardiennes d'enfants, rendant ainsi difficile la prise en charge des enfants. Parmi ces ménages, 51,8% utilisent des puits traditionnels non protégés et 2,1% l'eau de surface. La qualité de l'eau issue de ces deux sources peut poser des problèmes si un traitement préalable de l'eau n'est pas fait avant sa consommation par les populations particulièrement les enfants. Plus de la moitié des ménages (58,6%) ont des fosses septiques non ventilées et 30,9% font la défécation à l'air libre. Les types de sources d'eau, les problèmes d'accès à l'eau (distance) et les types de toilettes utilisés ont une influence sur l'état de santé et nutritionnelle des populations notamment des enfants. Pour la plupart des ménages avec des enfants malnutris, on note que les conditions liées à l'eau et à l'assainissement sont loin d'être satisfaisantes.

6. Perspectives de la campagne agricole 2016-2017

La campagne agricole en cours a connu un démarrage des pluies tardif. Toutefois, dans l'ensemble, les perspectives en termes de développement des cultures sont bonnes au regard de la régularité des pluies et de l'accalmie observée sur le plan phytosanitaire. L'utilisation effective de semences améliorées et de fertilisants, distribués par le gouvernement (dans le cadre du programme spécial du Président de la République) et ses partenaires techniques et financiers ainsi que les équipements de labour mis à la disposition des agriculteurs permettra d'améliorer la productivité agricole cette année.

D'une manière générale, la situation de la campagne agricole est normale et l'amélioration actuelle des conditions agro-météorologiques nous permet d'espérer une assez bonne campagne. Si ces conditions se maintiennent jusqu'à la fin de l'hivernage, les perspectives de production seront bonnes aussi bien pour les céréales que pour les autres cultures.

A titre d'exemple, la production prévisionnelle brute céréalière totale pour la campagne agricole 2016/2017 est de 225 917 tonnes. Elle accuse ainsi une hausse de 8,3 % par rapport à la production céréalière de la campagne précédente qui est de 208 608 tonnes et une baisse de -1,0% par rapport à la moyenne des 5 dernières années (228 204 tonnes). La production prévisionnelle totale de céréales sèches est de 39 588 tonnes contre 38 340 tonnes de la campagne agricole 2015/2016. Elle accuse une hausse de 3,3 % par rapport à la production 2015 et une baisse de -4,1 % par rapport à celles

de la moyenne 2011-2015 (Nb : cette section est tirée du rapport de la mission conjointe à laquelle le PAM a participé)²³.

Ces prévisions laissent entrevoir une situation alimentaire plus favorable pour les ménages et pourraient permettre une période de soudure moins difficile en 2017.

7. Conclusions et recommandations

La situation alimentaire et nutritionnelle en septembre 2016 a été marquée par des taux élevés d'insécurité alimentaire (30,6%) et de malnutrition aiguë (10,3%) sans doute liés à la période de soudure pendant laquelle les données ont été collectées, aux conséquences des inondations d'août-septembre 2015 sur les périmètres rizicoles et à l'érosion des moyens d'existence du fait du contexte économique difficile du pays. Les populations rurales étant presque tous dans le domaine de l'agriculture, leur situation alimentaire et nutritionnelle reste grandement liée aux résultats des campagnes agricoles et de cajou. Bien que les perspectives de la campagne agricole 2016-2017 soient bonnes et que cela pourrait améliorer l'alimentation des ménages, il reste que beaucoup de ménages (15%) ont utilisés des stratégies d'urgence et de crise qui pourraient avoir des conséquences sur la productivité et engendrer ainsi de mauvaises récoltes et les maintenir en insécurité alimentaire.

A l'issue de l'atelier tenu le 23 novembre 2016 à Bissau pour le partage des résultats provisoires de cette étude, les parties prenantes du SISSAN ont formulé à l'endroit des décideurs étatiques et des partenaires techniques et financiers, les recommandations ci-dessous:

- Assurer une aide alimentaire aux 46 618 personnes en insécurité alimentaire sévère particulièrement dans les régions de Cacheu, Gabu et Oio ;
- Assurer une aide alimentaire et sanitaire aux 17 420 enfants en situation de malnutrition aiguë particulièrement dans la région d'Oio ;
- Assurer un soutien matériel aux ménages ayant utilisé des stratégies de survie d'urgence notamment la vente de terres agricoles en vue de reconstituer leurs moyens de production et de renforcer leurs capacités techniques, organisationnelles, de gestion et ainsi de résilience ;
- Aider les paysans de façon générale à l'accès aux facteurs de production notamment les semences, le petit matériel agricole et à l'accès aux fertilisants en vue d'assurer la sécurité alimentaire des ménages ;
- Encourager les partenaires au développement à soutenir le Gouvernement dans la mise en œuvre d'actions spécifiques et sensibles nutrition pour une meilleure prise en charge des enfants malnutris ;
- Développer des activités d'alphabétisation fonctionnelle pour les femmes pour une meilleure prise en charge des enfants en termes de santé et de nutrition;
- Encourager la coordination des actions entre les secteurs de la nutrition, de l'éducation et de l'assainissement;

²³ Mission conjointe Gouvernement, CILSS, PAM, FAO pour l'évaluation de la campagne agricole 2016-2017 en Guinée Bissau.

- Renforcer les initiatives d'achat de produits locaux pour les cantines scolaires et étendre le nombre de ces cantines scolaires;
- Augmenter dans les zones rurales, les structures de santé, les centres de récupération nutritionnelle et le nombre d'agents communautaires de terrain pour une prise en charge plus appropriée des enfants malnutris ;
- Procéder à la cartographie des acteurs et actions en sécurité alimentaire et nutrition pour évaluer les réponses des partenaires par rapport aux besoins ou problèmes et d'estimer les gaps à combler.

